

Sous la direction de Ronald Hubscher et Jean-Claude Farcy

LA MOISSON DES AUTRES



Les salariés agricoles aux XIX^e et XX^e siècles

CREAPHIS

RENCONTRES A
ROYAUMONT

Sous la direction de Ronald Hubscher et Jean-Claude Farcy

LA MOISSON DES AUTRES

Les salariés agricoles aux XIX^e et XX^e siècles

Gilbert Garrier, Jean-Luc Mayaud, Ramon Garrabou,
Enric Saguer, Pierre Lévêque, Gabriel Désert,
Pierre Goujon, Franco Cazzola, Françoise Bourquel,
Yvonne Crebouw, Nadine Vivier, Francis Arzalier,
Frédéric Chauvaud, Michel Pigenet, Manuela Martini,
Yves Rinaudo, Jean-Claude Farcy, Jean Sagnes,
Ronald Hubscher

Rencontres à Royaumont
CREAPHIS

remerciements

Ce livre est issu du colloque organisé en novembre 1992 par le *Centre d'Histoire de la France contemporaine* de l'Université de Paris X-Nanterre dans le cadre des *Rencontres à Royaumont*.

Il s'inscrit dans le programme ethnologique de la Fondation Royaumont, créé en 1986 par François Maréchal et Pierre Gaudin. Depuis 1992, les activités de ce programme sont reprises dans le cadre de la mission pour l'écomusée de Luzarches, initiée par le Conseil Général du Val-d'Oise.

La Fondation Royaumont apporte son concours à la publication des ouvrages de la collection *Rencontres à Royaumont* des éditions Créaphis.

Dans le domaine des sciences humaines le colloque de 1989 sur la formation des banlieues a donné lieu au livre *Les premiers banlieusards - aux origines des banlieues de Paris*, sous la direction d'Alain Faure, paru en 1991.

merci à

Jean-Claude Bontron pour le prêt de sa collection de cartes postales,
Béatrice Cabedoce pour la recherche iconographique,
Pascal Raymond pour la cartographie de l'article de Nadine Vivier
et à l'ensemble des participants au colloque.



*Cet ouvrage est publié avec le concours du Centre National du Livre,
de l'Université de Paris X-Nanterre, et de la Fondation Royaumont*

Collection "Rencontres à Royaumont"

ISSN 1158-9639

ISBN 2-907150-41-3

© éditions Créaphis, 1996

LES SALARIÉS AGRICOLES DE LA PLAINE DU PÔ.
NAISSANCE ET DÉCLIN D'UNE « CLASSE DANGEREUSE »

De 1860 à 1960 une grande partie de la vallée du Pô est le théâtre de grandes transformations économiques et sociales. Les régions occidentales de la plaine du Pô (Piémont et Lombardie), qui déjà dans la première moitié du XIX^e siècle vivaient dans une dimension proto-industrielle intégrant l'agriculture, amorcent les processus de l'industrialisation et de l'urbanisation, avec transfert de la main-d'œuvre du secteur primaire vers le secteur secondaire, selon un modèle de croissance que l'historiographie italienne la plus récente a déjà tracé¹.

Les régions orientales (Vénétie et Emilie-Romagne), bien qu'intéressées par certains phénomènes de croissance industrielle de type traditionnel, vivent jusqu'aux années 1960 dans une dimension essentiellement agricole, dans laquelle, à côté des exploitations familiales, caractéristiques de la haute plaine et de la zone de collines au pied de la montagne, le poids principal revient aux grandes exploitations de fermiers capitalistes, adonnés à la céréaliculture sèche, à la production du riz, à l'élevage des bovins pour la production laitière-fromagère et aux cultures destinées à la transformation industrielle : lin, chanvre, tabac, tomate, betterave à sucre.

1 - Voir, par exemple, L. Cafagna, *Dualismo e sviluppo nella storia d'Italia*, Venezia, 1989 ; F. Bonelli, *Il capitalismo italiano. Linee generali di interpretazione*, dans *Storia d'Italia Einaudi, Annali I, Dal feudalesimo al capitalismo*, Torino, 1978, pp. 1195-1255.

* Université de Bologne.

Structures agraires et salariat agricole

Considérées dans leur ensemble, les quatre régions qui s'étendent le long des rives du Pô, s'avèrent être de nos jours non seulement la zone économique et industrielle la plus importante de la péninsule italienne mais également une des régions agricoles les plus productives². Cette exceptionnelle intensité de production a été obtenue pendant plus d'un siècle grâce à d'importants investissements en capital consacrés à la création et au développement d'un important réseau d'irrigation dans la plaine piémontaise et lombarde³, comme à l'assèchement, à l'endiguement et à la bonification de certaines de milliers d'hectares de terres marécageuses dans la basse plaine et dans le delta du Pô⁴. Mais cette œuvre colossale de transformation des terres n'a pu être réalisée dans toute la plaine du Pô qu'en raison d'une ressource abondante, disponible et bon marché : la force de travail salariée⁵.

Avant la généralisation de la mécanisation agricole, le développement du capitalisme agraire dans la plaine du Pô a été possible précisément grâce à la formation précoce d'un marché du travail agricole sans comparaison dans les campagnes de l'Europe contemporaine.

Lorsqu'on parle de salariat agricole, il faut distinguer deux catégories différentes, en fonction des orientations dominantes de l'agriculture. Dans la Lombardie irriguée, le développement de la production fourragère et de l'élevage intensif des bovins pour la production du lait s'était organisé au moyen de salariés domestiques dans le cadre du grand domaine isolé en pleine campagne, faisant figure de ferme-forteresse, la *cascina*⁶. L'entretien du bétail exigeait en effet des travailleurs annuels alors que la céréaliculture (maïs, riz) employait à la fois des ouvriers permanents et des journaliers.

2 - Alors que seulement 43 % de leurs terrains sont des plaines, Piémont, Vénétie, Lombardie et Emilie-Romagne produisent en 1987 un tiers du blé italien, deux tiers du maïs, la totalité du riz, les deux tiers de la betterave à sucre, un tiers du raisin à vin, presque un quart des tomates, environ 44 % des pommes. Les données relatives à l'élevage sont encore plus significatives : en 1986 dans la plaine du Pô étaient concentrés les deux tiers du cheptel bovin et 70,4 % des porcs. Plus d'un tiers de la valeur ajoutée de l'agriculture italienne est produit de nos jours dans les quatre régions de la plaine du Pô. Cf. Istituto centrale di statistica (ISTAT), *Compendio statistico italiano*, édition 1990, et en ISTAT, *Le regioni in cifre*, édition 1984.

3 - L. Segre, *Agricoltura e costruzione di un sistema idraulico nella pianura piemontese (1800-1880)*, Milano, 1983 ; R. Canetta, « L'irrigazione nella bassa pianura Lombarda tra il Sette e l'Ottocento », in *Le campagne lombarde tra Sette e Ottocento. Alcuni temi di ricerca*, M. Romani (ed.), Milano, 1976, pp. 67-140.

4 - G. Porisini, *Bonifiche e agricoltura nella bassa Valle Padana (1860-1915)*, Milano, 1978.

5 - F. Cazzola et M. Martini, « Il movimento bracciantile nell'area padana », in *Storia dell'agricoltura italiana in età contemporanea*, III, *Mercati e istituzioni*, P. Bevilacqua (ed.), Venezia, 1991, pp. 733-798.

6 - L'historiographie italienne parle de « travailleurs fixes », liés par

Le poids du salariat journalier était ici beaucoup plus réduit, pour l'essentiel aux grands travaux des champs (fenaison, moisson).

La structure agraire de la partie orientale de la plaine du Pô était très différente. Dans cette zone de céréaliculture sèche et de grande fertilité naturelle⁷, les productions de blé, maïs, chanvre, tabac, betterave à sucre et aussi de raisin et de vin sont associées au système traditionnel de plantation de vignes entre les rangées d'arbres. L'utilisation massive du travail salarié journalier caractérise surtout les campagnes du bas Pô, où, à côté d'exploitations faisant appel à des familles de salariés proches des métayers, comme la *boaria*, et conservant des formes mixtes de rétribution (salaire monétaire, salaire fixe en denrées, participation au résultat de la production), devenaient de plus en plus importantes dès le dernier quart du XIX^e siècle des fermes de grandes dimensions ; exploitées directement par des propriétaires et des fermiers, elles employaient essentiellement des journaliers⁸. Ce système agricole s'affirme surtout dans les « terres nouvelles » créées par la bonification du delta du Pô et des vastes régions marécageuses de l'intérieur.

Ajoutons l'utilisation massive du travail salarié dans quelques provinces de la plaine centrale du Pô orientées vers les productions fourragères et d'élevage (Parme, Crémone, Mantoue) et dans les zones de l'ouest spécialisées dans la riziculture (Pavie, Novare)⁹. Dans ces dernières, les façons culturales — notamment l'arrachage des mauvaises herbes¹⁰ — exigeaient le renfort de nombreux travailleurs saisonniers. Ces migrants — essentiellement des femmes — venaient des zones agricoles de la plaine orientale du Pô ou des montagnes de l'Apennin.

contrat à leur employeur. Nous traduisons par domestiques ou salariés permanents Cf. G. Crainz, « La cascina padana. Ragioni funzionali e svolgimenti », dans *Storia dell'agricoltura italiana in età contemporanea*, I. *Spazi e paesaggi*, P. Bevilacqua (ed.), Venezia, 1989.

⁷ - Il s'agit de terres argileuses d'origine alluviale déposées par les fleuves de l'Apennin et des Alpes orientales (Adige, Piave, Brenta, etc.) et par le Pô lui-même.

⁸ - Sur la grande variété des formes contractuelles dans l'agriculture italienne Cf. G. Giorgetti, *Contadini e proprietari nell'Italia moderna. Rapporti di produzione e contratti agrari dal secolo XVI ad oggi*, Torino, 1974.

⁹ - L. Faccini, *L'economia risicola lombarda dagli inizi del XVIII secolo all'Unità*, Milano, 1976.

¹⁰ - La *monda*.

Permanence d'une « classe dangereuse »

La condition salariale et les fortes fluctuations saisonnières de l'emploi agricole, au-delà de la variété régionale des formes d'emploi, marquent profondément la société rurale de la plaine du Pô. Il faut s'interroger sur les raisons d'une telle concentration d'ouvriers agricoles sans terre dans la vallée orientale du Pô et surtout sur le maintien, pendant plus d'un siècle, d'une telle société si fortement polarisée et déséquilibrée tant dans l'espace que dans le temps.

Dans le dernier quart du XIX^e siècle, les classes bourgeoises italiennes, inquiètes devant la montée de la « question sociale » — assimilée à la « question agraire » —, voient dans cette masse de travailleurs agricoles sans terre concentrée dans quelques provinces de la basse plaine du Pô (Mantoue, Ferrare, Rovigo, Ravenne, Bologne, Modène), un danger pour l'ordre établi. Le danger était d'autant plus grave que, très vite, les idées du socialisme et de l'anarchisme s'étaient développées dans cette masse de déshérités et que l'arbre de la révolte semblait pousser de façon vigoureuse, comme l'avaient démontré les premières grèves agricoles organisées dans la Polésine et dans la région de Mantoue dès 1884-1885¹¹.

On se rendit compte que le prolétariat agricole de la basse vallée du Pô, même s'il résultait de la croissance de la population due à l'entrée de l'Italie dans la « transition démographique » de la deuxième moitié du XIX^e siècle, constituait une ressource indispensable au développement agricole de ces campagnes, qui avaient besoin du travail humain pour leur mise en valeur. Le problème résidait dans la mauvaise distribution du travail au cours de l'année, source de chômage pendant de longs mois, de difficultés de subsistances et donc d'illégalismes (vols ruraux) et d'émeutes violentes.

11 - Sur les grèves agricoles des années 1884-1885 appelées « la Boje! » (la marmite bout !) on peut lire les contributions publiées dans le volume « Rivolte e movimenti contadini nella Valle Padana di fine Ottocento », *Annali dell'Istituto "Alcide Cerri"*, n° 6/1984, Bologna, 1984 ; et aussi R. Derosas, « Lo sciopero de "la boje!" nel Polesine e le sue origini », *Società e storia*, I, 1978, n° 1, pp. 65-86.

La particularité de la plaine du Pô était non seulement la concentration élevée de travailleurs journaliers dans un territoire déterminé, mais aussi et surtout le fait que, pendant très longtemps, cette masse de salariés agricoles réussit à se maintenir sur place sans qu'il se produise des phénomènes migratoires de large envergure. La mobilité concernait en effet le travail saisonnier des femmes des rizières de la plaine occidentale du Pô, alors que le prolétariat rural, dans son ensemble, réussit à trouver les moyens permettant d'assurer sa survie dans un territoire agricole qui n'offrait une occupation que pendant cent à cent cinquante jours par an. Ce phénomène tient aux éléments suivants :

- existence, à côté des céréales, d'autres productions à même d'absorber une main-d'œuvre salariée pendant les mois de chômage ;
- emploi fourni par la politique de grands travaux (bonification, chemins de fer, etc.) réalisés par l'État, les administrations publiques et les associations de propriétaires ;
- création de liens d'organisation et de solidarité entre les travailleurs pour contrôler l'offre de bras et la rémunération de la force de travail sur le marché, avec l'objectif d'obtenir le monopole de l'offre de travail face au front des agriculteurs et des employeurs ;
- constitution de coopératives de travailleurs salariés pour s'assurer une base de survie économique ou pour gérer en concession les travaux publics ;
- compartimentage territorial du marché du travail de façon à fermer chaque zone agricole au monde extérieur, en réservant ainsi les journées de travail disponibles dans l'année aux seuls travailleurs du village. Cela suppose l'existence d'une organisation de travailleurs capable d'imposer ce choix aux employeurs, en niant les mécanismes du marché du travail ;

- imposition aux agriculteurs d'un nombre de jours ouvrables supérieur à celui qu'ils demandent, de façon à augmenter l'offre globale de travail ;

- pression continue sur l'État pour obtenir des ressources publiques destinées à augmenter la surface agricole et, à défaut, des travaux de bonification (assainissement) et d'aménagement du territoire.

La combinaison de tous ces éléments a favorisé l'enracinement, pendant plus d'un siècle, d'une importante main-d'œuvre agricole que le grand exode rural des années 1950 et 1960 a seul réussi à détruire.

En soulignant cette extraordinaire dimension sociale du travail salarié dans l'agriculture, il est utile de préciser le contexte social et idéologique des formes d'organisation ouvrière qui ont permis le contrôle du marché du travail.

Des heurts permanents ont caractérisé, pendant de nombreuses décennies, les campagnes et les villages de la basse plaine du Pô. Des formes de lutte contre la propriété (incendies nocturnes, vignes coupées, dommages aux biens)¹² accompagnèrent, sans jamais disparaître complètement, le développement des organisations modernes de résistance et de lutte syndicale que furent les ligues. Socialistes, anarchistes, syndicalistes révolutionnaires, républicains et catholiques, ligues blanches et ligues rouges, syndicalisme rural fasciste s'affrontèrent à propos des revendications salariales et sociales des campagnes du Pô.

Ouvriers agricoles et journaliers contre métayers ; métayers contre leurs patrons-associés, ouvriers agricoles ou journaliers contre l'État et contre les grands propriétaires (ou fermiers) : tels sont les principaux protagonistes d'un conflit politique et social qui mit plusieurs fois les riches et fertiles campagnes de la basse plaine du Pô au centre de l'attention nationale.

12 - V. Evangelisti et S. Sechi, *Il galletto rosso. Precariato e conflitto di classe in Emilia Romagna. 1880-1980*, Venezia, 1982.

Un égalitarisme obstiné dans les conditions d'emploi et de rétribution a été mis en avant par les ouvriers agricoles comme seule défense de leur survie physique et pour ne pas être condamnés à l'émigration, c'est-à-dire à l'expulsion de la société rurale et de la nation, ce qui constituait dès le dernier quart du XIX^e siècle une expérience dramatique pour des centaines de milliers de paysans italiens, du nord, du centre et du sud.

Au même moment, l'égalitarisme a souvent été une revendication plus directement politique, prélude à une société d'égaux prêchée dans les villages et dans les bourgs ruraux de l'Emilie, de la Romagne, de la basse Lombardie et du Polésine par des intellectuels, médecins et avocats. Se considérant comme les apôtres d'un socialisme à construire par l'éducation, ils souhaitaient libérer les masses déshéritées et opprimées par le capitalisme agraire.

C'est dans ce contexte social, politique et idéologique que se développe le mouvement du prolétariat rural dans la plaine du Pô.

Organisations et luttes ouvrières

Il est maintenant opportun d'essayer de relever les aspects principaux de l'histoire de cette classe « dangereuse » car compacte et organisée, guidée par des chefs locaux qui réunissaient en eux de nombreuses caractéristiques de chefs du peuple, de défenseurs des droits, de meneurs autoritaires de *tramping gang*¹³, de distributeurs impartiaux du travail disponible et de ces terres que les propriétaires attribuaient, en « coparticipation », aux ouvriers agricoles avec une rétribution en nature égale à un tiers du produit.

13 - De bandes de vagabonds.

Une simple comparaison avec d'autres régions agricoles de l'Europe concernant les grèves et le taux de syndicalisation des salariés agricoles montre l'originalité de la plaine du Pô.

Alors que celle-ci enregistre, entre 1900 et 1914, en moyenne 4 à 5 000 grévistes pour 100 000 salariés de l'agriculture, en France le nombre de grévistes n'est que de 376¹⁴ entre 1901 et 1905, avec des taux encore plus bas pour les périodes quinquennales suivantes. La Prusse, à la même époque, ne connaît pratiquement pas de grèves agricoles. La Grande-Bretagne, quant à elle, ne compte que 113 grévistes sur cent mille travailleurs agricoles entre 1911 et 1914. Pendant la forte agitation sociale des années 1919-1920, dans la vallée du Pô on compte 29 584 grévistes pour 100 000 salariés, contre 609 pour la Prusse, 512 pour la France et 91 en Grande-Bretagne.

Même sur le plan de l'organisation syndicale la vallée du Pô présente une avance significative. Déjà, à sa naissance, la Fédération Nationale des Travailleurs de la Terre, constituée à Bologne en 1901 avec l'adhésion déterminante de dizaines de liges formées dans les villes et villages de la plaine du Pô, rassemble environ 150 000 travailleurs. En 1911 un relevé officiel du ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce avait enregistré rien que dans onze provinces de la vallée du Pô, où la présence d'ouvriers agricoles était la plus importante, l'existence de 946 liges locales et un total de 224 747 inscrits¹⁵. Le niveau élevé de l'action ouvrière dans cette partie de l'Italie agricole s'explique donc, largement, par la cohésion et l'homogénéité de décisions dans l'action revendicative, que seule une organisation syndicale forte et structurée sur de larges bases territoriales peut assurer.

La forte pénétration du socialisme à l'intérieur des liges syndicales d'ouvriers agricoles introduit un autre élément nouveau dans le panorama des mouvements sociaux euro-

14 - Toujours pour 100 000 salariés agricoles.

15 - Cf. R. Zangheri, *Introduzione in Lotte agrarie in Italia. La Federazione nazionale dei lavoratori della terra, 1901-1926*, sous la direction de R. Zangheri, Milano, 1960 ; G. Procacci, « Geografia e struttura del movimento contadino nella Valle Padana nel suo periodo formativo (1901-1906) », *Studi storici*, V (1964), n° 1, pp. 41-120.

péens. Le socialisme, qui en Europe est un phénomène essentiellement urbain et ouvrier, se présente dans la vallée du Pô comme projet politique, culturel et idéologique des classes pauvres des campagnes. Il devient pour de larges masses de paysans sans terre, pour les journaliers, mais aussi pour les colons, métayers et salariés permanents, un objectif politique général et un ciment puissant pour unifier le front revendicatif sur le plan salarial et syndical. La prise en charge d'un objectif comme celui de la « socialisation de la terre », combattu par une partie importante du socialisme italien dans les années de l'immédiat après-guerre et développé dans les batailles revendicatives des ouvriers agricoles, fut toutefois à l'origine d'une grave fracture dans la cohésion du front paysan, en mettant d'autres catégories de travailleurs agricoles modestes, comme les fermiers et les métayers, dans la condition de devoir renoncer à leur place plus élevée dans la hiérarchie sociale par rapport à celle du salarié pur.

La réaction des grands propriétaires et des fermiers de la plaine du Pô, qui se manifesta par l'appui donné aux groupes fascistes en 1921-1922, tenta justement de rompre le lien entre socialisme et organisation syndicale. Les sièges des ligues, les maisons du peuple, les coopératives créées par les ouvriers agricoles, les chefs de ligues et les militants syndicaux furent attaqués¹⁶. On s'efforça de briser les structures de l'organisation ouvrière qui dans les premières années de l'après-guerre avait réussi dans de nombreux endroits à s'assurer le monopole de l'offre de travail agricole, obtenu aussi par le boycott des agriculteurs qui refusaient les dispositions égalitaires des ligues ouvrières concernant le placement des travailleurs.

Il faut néanmoins observer que le régime fasciste, dans les zones de la plaine du Pô où la présence des ouvriers agricoles était la plus forte, dut d'une certaine manière prendre en

16 - Sur l'origine agraire du mouvement fasciste dans la plaine du Pô, voir, par exemple, P. Corner, *Il fascismo a Ferrara, 1915-1925*, Bari, 1975 ; A. Cardoza, *Agrarian Elites and Italian Fascism. The Province of Bologna (1901-1926)*, Princeton, 1982 ; L. Cavazzoli, *Agricoltura e fascismo nelle campagne del mantovano*, Mantova, 1984.

charge l'héritage du socialisme et du syndicalisme révolutionnaire, pour traiter les problèmes d'une masse énorme d'ouvriers sous-employés et en situation d'indigence pendant de longs mois de l'année. Les organisations fascistes de l'agriculture durent en effet servir d'intermédiaires entre grands propriétaires terriens et salariés, en maintenant même les revendications des ligues socialistes : placement de la main-d'œuvre sur des bases égalitaires dans le cadre de chaque zone syndicale, obligation faite aux agriculteurs d'embaucher des ouvriers dans les mois de chômage, pression sur l'État pour l'exécution de travaux de bonification et de transformation foncière afin de donner du travail aux ouvriers.

Avec la fin de la seconde guerre mondiale et la reconstitution des organisations syndicales démocratiques, le problème de la condition des ouvriers agricoles dans la plaine du Pô revêtit une nouvelle acuité. Le mouvement revendicatif atteignit son apogée dans les années 1947-1949¹⁷. De nouveau se posa la question de la gestion du placement des travailleurs par les ligues. Cette revendication permanente donnait aux travailleurs la seule arme décisive pour distribuer le peu de travail en parts égales : « Nous nous distribuerons nous-mêmes le pain et la misère qu'il y a. Nous nous distribuerons notre faim, nous et personne d'autre », affirme en 1948 Luciano Romagnoli au congrès constitutif de la Fédération nationale des ouvriers agricoles, en réaction au projet du gouvernement d'instituer dans chaque commune des bureaux de placement destinés à remplacer l'organisation syndicale dans la gestion de cet aspect délicat du rapport entre journaliers et agriculteurs¹⁸.

17 - G. Crainz, « I braccianti padani », in G. Chianese, G. Crainz, M. Da Vela, G. Gribaudi, *Italia 1945-1950. Conflitti e trasformazioni sociali*. Milano, 1985, pp. 173-326. Données sur le chômage agricole dans la Vallée du Pô après la seconde guerre mondiale dans G. Medici, G. Orlando, *Agricoltura e disoccupazione. I braccianti della bassa pianura padana*. Bologna, 1952.

18 - Le texte du rapport de Luciano Romagnoli a été publié dans *Trent'anni di storia italiana attraverso le lotte nelle campagne. Raccolta di documenti della Federbraccianti CGIL*, vol. 1. Roma, 1978, p. 97.

Les solutions au problème du sous-emploi

On a vu que l'aspect le plus significatif de l'histoire de ce prolétariat rural était l'existence d'une grande masse de travailleurs journaliers restée très longtemps dans de nombreuses zones agricoles de la vallée orientale du Pô, sans que les conditions d'emploi ne provoquent l'émigration vers les villes, l'étranger ou d'autres régions agricoles d'un grand nombre d'entre eux éternellement au chômage ou fortement sous-employés. Pour l'expliquer il faut tenir compte à la fois de la puissance des organisations syndicales, des conditions particulières de l'emploi agricole dans la basse vallée du Pô, et enfin de l'attitude du patronat agraire. Plusieurs points méritent à cet égard de retenir l'attention.

Des productions agricoles à forte intensité de travail

Dans l'agriculture de la vallée centrale et orientale du Pô, à côté des productions céréalières et autres cultures printanières, existaient sur une vaste échelle, depuis des siècles, trois cultures commerciales dont le cycle de travail dépendait en grande partie de l'abondance de bras et du travail associé de différentes catégories de paysans : la soie, le chanvre ou le lin, et le riz. Toutes ces cultures exigeaient une forte main-d'œuvre, aussi bien masculine que féminine, et constituaient donc, pour les journaliers, une importante source d'emploi et de revenu. Même dans les zones où dominait le métayage, comme dans le région de Bologne, la culture d'une plante textile comme le chanvre exigeait une quantité de travail supérieure à celle que pouvait fournir la famille du métayer¹⁹. Ainsi s'explique la présence d'un important groupe d'ouvriers agricoles même dans les campagnes morcelées de la plaine

19 - On a montré que le seul bêcheage supplémentaire des terres en chanvre demandait un nombre de jours de travail excédant les capacités de la famille du métayer pour la période de travail concernée. Cf. R. Finzi, « Vanga e clima a Bologna, 1814-1858 », in *Studi in memoria di Luigi Dal Pane*, Bologna, 1982, pp. 685-710 ; *Idem*, « Métayers, bêche et climat : la plaine de Bologne, 1718-1774 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1984, pp. 472-488.

où le chanvre constituait, avec le blé, la principale culture marchande.

Dans les régions de Crémone et Mantoue, comme dans celles du Piémont, où était très répandue la culture du lin, travailleurs salariés et journaliers étaient incités au dur travail de culture et de préparation de la fibre par des contrats associatifs prévoyant la distribution d'une part de la récolte aux ouvriers.

L'élevage du ver à soie était très répandu parmi les familles de journaliers, comme dans celles des petits propriétaires et fermiers-cultivateurs, dans toutes les campagnes de l'Italie septentrionale du XIX^e siècle et en particulier dans la haute plaine et les collines de la Lombardie-Vénétie, où la culture des mûriers était également à l'origine d'une activité proto-industrielle (filatures) qui occupait surtout la main-d'œuvre féminine²⁰.

Dans les vastes zones marécageuses de la vallée orientale du Pô, la culture du riz s'est développée dès le XVIII^e siècle et surtout à l'époque napoléonienne. Les prix élevés du marché dans les années 1865-1880 favorisèrent l'expansion de la rizière dans les régions de Bologne, Ravenne, du delta du Pô, de Vérone et — au-delà de la vallée —, dans les zones de Reggio et Mantoue. Cette culture offrait aux journaliers, comme aux montagnards de l'Apennin, une occasion importante d'emploi dans des périodes de faible activité agricole pour l'agriculture traditionnelle. Avec le travail dans la rizière le calendrier agricole de l'ouvrier s'étendait d'avril à septembre. Le riz, culture typiquement capitaliste, offrait en plus un travail rétribué en argent, argent devenu de plus en plus important dans l'économie rurale du XIX^e siècle avec la réduction de l'autoconsommation paysanne.

Tant que riz, chanvre, lin et soie restèrent des productions centrales dans l'économie rurale de la vallée du Pô, l'agricul-

20 - Sur l'importance de la soie dans l'économie italienne et dans la société rurale de la plaine du Pô, il n'est pas nécessaire de s'attarder longuement. L'historiographie économique récente a plusieurs fois souligné la valeur « stratégique » de cette production dans le développement économique italien. Cf. parmi les publications les plus récentes : A. Dewerpe, *L'industrie aux champs. Essai sur la proto-industrialisation en Italie du Nord (1800-1880)*, Roma, 1985 ; S. Ciriacono, « Echecs et réussites dans la proto-industrialisation dans la Vénétie: le cas du Haut-Vicentin (XVII^e-XIX^e siècles) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, XXXII (1985), pp. 311-323 ; *Idem*, « L'industria a domicilio nel Veneto dell'Ottocento. Una proposta interpretativa », in *Trasformazioni economiche e sociali nel Veneto fra XIX e XX secolo*, sous la direction de A. Lazzarini, Vicenza, 1984, pp. 567-588 ; S. Fenoaltea, « The Growth of Italy's Silk Industry, 1861-1913. A Statistical Reconstruction », *Rivista di storia economica*, vol. I, 1988, n° 3, pp. 275-318 ; L. Cafagna, *Dualismo e sviluppo nella storia d'Italia*, op. cit.

ture fut en mesure de tolérer la présence d'une masse croissante de travailleurs journaliers. Ce n'est pas un hasard si les plus graves crises du travail salarié dans la plaine du Pô eurent lieu lors de la régression de ces cultures commerciales, pendant la dépression de la fin du XIX^e siècle et dans les années 1926-1936, en pleine crise mondiale.

Bonification, travaux hydrauliques et travaux publics

On ne comprendrait pas la raison d'une si grande concentration de travail salarié journalier dans la basse vallée du Pô si on ne tenait pas compte aussi de la nature particulière des terres de cette région. En considérant que le fleuve Pô traverse la vallée qui prend son nom avec une dénivellation qui, sur plus de deux cents kilomètres entre Plaisance et la mer Adriatique, ne dépasse pas 10 à 12 centimètres par kilomètre, il va de soi que le lit du fleuve et de ses affluents se trouve surélevé, ce qui nécessite des centaines de kilomètres de remblais et de digues. De même, dans les interfluves, la stagnation des eaux implique d'importants travaux de canalisation et de drainage sans lesquels l'agriculture serait impossible. Il faut dire qu'une grande partie de cet important capital fixe — ensembles régionaux des digues et canaux d'écoulement comme structures locales de drains et fossés des fermes — est le résultat sur une longue période du travail extra-agricole des ouvriers agricoles de la vallée du Pô²¹.

Le travail de défense hydraulique, dont la caractéristique était de demander en même temps des centaines et des milliers de travailleurs pour creuser et déplacer des millions de mètres cubes de terre, contribuait fortement à unifier la classe des salariés agricoles. Dans les périodes de stagnation de l'activité, ils se réunissaient en équipes soumises à la direction

21 - F. Cazzola, « Le bonifiche nella Valle Padana. Un profilo », *Rivista di storia dell'agricoltura*, XXVII, n° 2, dicembre 1987, pp. 37-66.

d'un chef et étaient employés dans les travaux hydrauliques ou autres travaux publics (routes, chemins de fer, travaux portuaires, etc.), avec le système du travail à la pièce. Même les propriétaires, isolément ou réunis dans des associations de bonification (*consorzi*), engageaient des équipes d'ouvriers pour les travaux d'entretien du système d'irrigation ou pour des améliorations foncières (nivelage de terrains, excavation de drains pour améliorer le drainage, etc.). L'investissement par hectare de surface agricole était donc très élevé. Tout aussi élevé était le niveau de l'emploi salarié quand les ressources publiques et privées allaient à la création de terres nouvelles et à la valorisation du capital foncier. Aussi les propriétaires demandaient-ils à l'État et aux administrations publiques d'effectuer ces travaux pendant la morte-saison du travail agricole (hiver et printemps). Mais le problème du chômage devenait grave quand ce flux d'investissements privés et publics s'interrompait.

Placement de la main-d'œuvre, obligation d'embauche et coparticipation

Autour de ces trois notions-clés s'est déroulée pendant longtemps l'histoire syndicale, politique et sociale du salariat agricole de la plaine du Pô. Le placement de la main-d'œuvre dans les moments de chômage était l'un des aspects essentiels des rapports entre classes sociales et, sur ce point, en plus des revendications salariales, les ligues syndicales des journaliers jouaient leur prestige. La capacité de distribuer avec équité le peu de travail disponible entre les ouvriers, surtout dans la période comprise entre l'automne et le printemps, était l'une des qualités les plus appréciées du chef de

ligue. La fermeture du territoire de chaque village à toute main-d'œuvre extérieure était le corollaire nécessaire à cette distribution équitable du travail.

Chaque ligue d'ouvriers agricoles avait tendance à établir une sorte de juridiction syndicale territoriale fermée au monde extérieur, au point de créer de véritables déséquilibres démographiques entre des zones agricoles même très proches. Seuls les grands travaux de désherbage des rizières, comme on l'a dit, acceptaient des déplacements massifs de main-d'œuvre, essentiellement féminine.

La nécessité pour les propriétaires terriens de pouvoir disposer d'un grand nombre de journaliers dans les moments où ils en avaient le plus besoin, concentrait l'offre d'emploi pendant quelques mois seulement. Cette situation n'aurait pas pu durer longtemps si l'on n'avait pas trouvé une autre forme de lien entre le travailleur et la terre. La coparticipation, ou contrat de participation, qui attribuait à la famille de l'ouvrier un lopin de terre qu'il travaillait manuellement, alors que le propriétaire ou l'exploitant employeur faisait les travaux de base (labourage, préparation des terrains pour l'ensemencement) se répandit largement au début du XX^e siècle dans les zones de la basse plaine du Pô, où le danger social était le plus grand (Ferrare, Rovigo, Ravenne), en se greffant sur de précédentes coutumes agraires qui prévoyaient l'attribution à l'ouvrier agricole d'une partie de la récolte pour toutes les cultures de pioche (sarclées). L'attribution de ces terres mises en coparticipation faisait obligatoirement partie des devoirs du bureau syndical de chaque village, de façon à toujours respecter la distribution la plus équitable des sources d'occupation disponibles²². Il fallait alors contrôler encore plus sérieusement la force de travail, en comptabilisant dans le cadre de chaque zone syndicale toute la force de travail de la famille, afin d'attribuer à chacune une quantité de terre proportion-

22 - Le système sera par la suite consacré par les contrats collectifs provinciaux de travail agricole et institutionnalisés par le régime fasciste au cours des années 1930, avec l'objectif politique de neutraliser les salariés agricoles des campagnes italiennes.

nelle à sa capacité de travail²³. Le travail sur ce lopin donnait droit en général au tiers du produit de la récolte.

Il est facile de comprendre que la coparticipation devenait un facteur supplémentaire de rigidité et de compartimentage du marché du travail, renforçant la fermeture de chaque zone syndicale agricole. Les cultures pour lesquelles les propriétaires terriens appliquaient de préférence ce système étaient évidemment les plus fatigantes, comme le lin et le chanvre, ou bien celles qui donnaient à la famille de l'ouvrier agricole les aliments de base, tel le maïs.

Après la seconde guerre mondiale, la coparticipation devint un sujet de discussion dans l'organisation syndicale. Rejetée dans certaines provinces (Bologne), acceptée et étendue à d'autres cultures ailleurs, la participation du travailleur au résultat économique de la production se révéla l'un des points de rupture les plus dangereux pour les zones à forte main-d'œuvre agricole dès que la surface destinée à la répartition annuelle entre les ouvriers fut réduite par des transformations culturales (développement de la culture fruitière et de l'horticulture spécialisée), ou bien par des facteurs politiques, comme la loi de la réforme foncière qui expropria quelques dizaines de milliers d'hectares de terres dans le delta du Pô, précisément pour réduire le danger social représenté par cette région.

Du fait que ni le travail ordinaire, ni les travaux publics et privés de bonification n'étaient en mesure de garantir un nombre suffisant de jours de travail à cette masse d'ouvriers agricoles, un autre moyen de défense syndicale s'affirma à partir de la première décennie du XX^e siècle : l'obligation contractuelle imposée aux propriétaires d'embaucher de la main-d'œuvre salariée pendant les mois de fort chômage pour effectuer des travaux d'entretien et d'amélioration du capital foncier. Le principe de l'obligation d'embauche prenait son

23 - Généralement les paramètres suivants sont adoptés : le travail de l'homme est estimé à l'unité, celui de la femme à 0,75, celui des jeunes et des personnes âgées à 0,60, etc.

origine dans l'interdiction, imposée par les luttes syndicales, de la coutume de l'entraide entre familles de métayers pour les grands travaux agricoles (récoltes, vendanges, etc.). Les colons qui dirigeaient les métairies de la Romagne et de la région de Bologne furent ainsi obligés d'embaucher à leur charge une main-d'œuvre journalière pour les récoltes, ce qui mettait en opposition avec les ouvriers agricoles et le propriétaire qui consentait à limiter l'entraide.

Cette pratique avait aussi pour objectif de limiter la mécanisation des travaux agricoles²⁴. La réduction de main-d'œuvre obtenue par l'utilisation de machines dans certains travaux où l'emploi de salariés temporaires était très élevé — coupe des foins et moisson —, aurait eu des répercussions fatales sur tout le système social, susceptibles de créer des révoltes. Même sous le régime fasciste, il y eut souvent des épisodes de rébellion des ouvriers agricoles contre les propriétaires qui avaient l'intention d'utiliser des machines.

24 - F. Cazzola, « Lavoro agricolo, imponibili di mano d'opera e meccanizzazione in area padana ». *Padania. Storia, cultura istituzioni*, anno II, n° 3, 1988, pp. 110-130.

La fin de la question agraire

Un système agricole fondé sur cet ensemble complexe de relations sociales était voué à la désagrégation et à la disparition dès que quelques-uns des piliers sur lesquels il reposait allaient céder. Ce fut le cas de 1949-1950 à 1965, au moment des grandes transformations de l'économie, de la société et des modes de vie, qui touchèrent toute l'Italie, déracinant littéralement des millions d'Italiens du monde des champs et villages dans lesquels ils avaient grandi.

Ce modèle de fonctionnement d'une agriculture capitaliste à base de salariés journaliers, excluant de la possession du sol des centaines de milliers de familles rurales, était en

mesure de résister et de maintenir cette véritable « armée de réserve » tant que l'on acceptait cette auto-limitation du développement des forces productives, tant que la condition extrêmement misérable de la main-d'œuvre agricole convenait sur le plan économique et pouvait être utilisée par les propriétaires terriens pour obtenir de l'État le financement de la mise en valeur des terres (bonification, travaux hydrauliques) sans que ne soit posé le problème de la propriété. Le système de placement par zones syndicales, les différentes formes de coparticipation, les obligations d'embauche, les travaux de bonification et de drainage pouvaient fonctionner ensemble comme remède au sous-emploi agricole dans la mesure où il manquait des emplois alternatifs dans le domaine industriel et tertiaire et où les éléments du modèle, indiqués plus haut, étaient maintenus intacts.

A partir de 1950 ces éléments commencèrent à céder, l'un après l'autre. On a déjà cité la loi de 1949 qui établit dans chaque commune un bureau de placement. Dans les zones à forte main-d'œuvre de la plaine du Pô, cela signifiait ajouter un organisme public de placement des travailleurs agricoles à l'organisation syndicale. La division du mouvement syndical dans les années 1947-1949 et la constitution de syndicats d'inspiration catholique ou social-démocrate-républicaine affecte durement ce qui faisait la force du mouvement des ouvriers agricoles : le monopole de la représentation des travailleurs dans la négociation et dans la distribution du peu de travail disponible.

La crise du marché de certaines productions agricoles assurant un travail supplémentaire aux journaliers, leur remplacement par des cultures moins exigeantes en travail, frappa de nouveau durement les niveaux d'emploi. Il suffit de citer le cas du chanvre, sur la production et le travail duquel certaines provinces (Bologne et Ferrare) vivaient depuis deux siècles,

qui disparaît littéralement des champs en quelques années après 1950. On pourrait en dire autant du lin et de la soie naturelle²⁵. Des centaines de milliers de journées de travail firent défaut pour les journaliers.

La motorisation et la mécanisation agricole, accélérées par l'adoption de nouvelles technologies et par la croissance rapide d'une industrie nationale de machines agricoles, adaptée aux exigences particulières des sols et des campagnes italiennes, réduisirent considérablement le degré d'occupation de la main-d'œuvre agricole.

L'attraction exercée par le rapide développement de l'industrie et du bâtiment dans le « triangle industriel » de l'Italie nord-occidentale déclencha l'émigration bloquée auparavant par la dépression des années 1930, par les mesures du régime fasciste contre l'urbanisation, et par l'absence d'emplois offerts dans les centres urbains de la plaine orientale du Pô. De nombreux villages du delta du Pô, dans les provinces de Rovigo et Ferrare connurent une phase d'affaissement démographique rapide, provoquée par l'émigration en masse de la main-d'œuvre agricole vers Milan, Turin et Gênes.

Les mesures de réforme foncière et les lois sur la formation de la propriété paysanne adoptées de 1948 à 1950, entraînèrent l'expropriation de quelques dizaines de milliers d'hectares en grande propriété dans le delta du Pô ; en l'espace de cinq ans environ, elles furent fractionnés en plusieurs milliers de petites exploitations — équipées de maisons et étables — et rapidement attribuées à autant de familles d'ouvriers agricoles. Ces mesures partielles de réforme entraînèrent la rupture d'un autre des piliers sur lequel reposaient l'emploi et le revenu des ouvriers agricoles : les exploitations en partie expropriées réduisirent ou éliminèrent les terres distribuées auparavant aux ouvriers agricoles en coparticipation.

25 - Les conversions de cultures qui suivirent la crise du chanvre et des autres cultures commerciales s'orientèrent vers la culture fruitière spécialisée (Ferrare, Bologne, Ravenne), ou vers l'élevage et la production laitière-fromagère (Mantoue, Crémone, Parme, Reggio).

Une base de subsistance alimentaire fondamentale fit défaut aux travailleurs. Pratiquement, c'était comme si les terres de la coparticipation avaient été attribuées non pas à la totalité des ouvriers agricoles, mais à une infime minorité d'entre eux.

En 1958 enfin, un autre des moyens de défense du travail salarié fut frappé de façon décisive. Une sentence de la Cour constitutionnelle déclara non conforme aux principes de la Charte constitutionnelle la loi qui en 1947 accordait aux préfets de chaque province la possibilité d'imposer aux agriculteurs des embauches obligatoires de travailleurs agricoles au chômage, en proportion de la superficie possédée et suivant d'autres paramètres locaux. Pour les propriétaires terriens c'était une occasion supplémentaire d'asséner un coup au principe du contrôle syndical du marché du travail.

Mais désormais les processus d'expulsion de la main-d'œuvre agricole étaient inexorablement entamés, tout comme le changement radical qui entre les années 1950 et les années 1960 toucha toutes les campagnes et altéra les caractéristiques de la société rurale.

Bibliographie

- Barbagli, M., *Sotto lo stesso tetto. Mutamenti della famiglia in Italia dal XV al XX secolo*, Bologna 1984.
- Braga, E., « Aspetti dell'agricoltura mantovana negli anni del fascismo : le strutture, il mercato del lavoro, la crisi (1922-1938) », in *Agricoltura e forze sociali in Lombardia nella crisi degli anni Trenta*, Milano, 1983, 305-348.
- Braga, E., « Agricoltura e movimento contadino nel Mantovano nell'ultimo quarto dell'1800. Alcune ipotesi interpretative e di ricerca », in *La boje! Ipotesi di ricerca. Giornata di studio* (Mantova, Casa del Mantegna, 17 aprile 1982), atti, a cura di N. Azzi e E. Del Cotto, Mantova, 1983, pp. 37-69.
- Brunello, P., *Ribelli. questuanti. banditi. Proteste contadine in Veneto e in Friuli. 1814-1886*, Venezia, 1981.
- Cafagna, L., *Dualismo e sviluppo nella storia d'Italia*, Venezia, 1989.
- Cammelli, S., « Prima del macinato. Proteste contadine nel Bolognese nel primo decennio unitario », in *Società e storia*, n° 11, a. IV, pp. 67-94.
- Cammelli, S., *Al suono delle campane. Indagine su una rivolta contadina: i moti del macinato (1869)*, Milano, 1984.
- Canella, L., « Lotte agrarie nel Ferrarese dal 1945 al 1951 », in *Lotte di classe nelle campagne ferraresi nel secondo dopoguerra*, (Annuario 4/1980-81 dell'Istituto di storia contemporanea del movimento operaio e contadino di Ferrara), Bologna, 1981.
- Cardozo, A., *Agrarian Elites and Italian Fascism. The Province of Bologna 1901-1926*, Princeton, 1982.
- Cazzola, F., « La formazione del bracciantato agricolo di massa in Emilia Romagna », in *Il proletariato agricolo in Emilia-Romagna nella fase di formazione. Annale 1/1980* dell'Istituto regionale per la storia della Resistenza e della guerra di liberazione in Emilia-Romagna, a cura di F. Cazzola, Bologna, 1980, pp. 19-63.
- Cazzola, F., *Lavoro agricolo. imponibili di mano d'opera e meccanizzazione in area padana*, in *Padania*, n° 3, 1988, pp. 110-130.
- Cazzola, F., « Strutture agricole e crisi sociale nella valle padana del secondo Ottocento », in *Le campagne padane negli anni della crisi agraria. (Annali dell'Istituto Alcide Cervi 5/1983)*, Bologna, 1984, pp. 11-51.
- Conselice. Una comunità bracciantile tra Ottocento e Novecento*, a cura di P.P.D'Attorre e F. Cazzola, Ravenna, 1991.
- Corner, P., *Il fascismo a Ferrara. 1915-1925*, Bari, 1975.
- Corner, P., *Manodopera agricola e industria manifatturiera nella Lombardia postunitaria*, in *Studi storici*, XXV (1984), fasc. IV, pp. 1019-1027.
- Crainz, G., « I braccianti padani », in G. Chianese, G. Crainz, M. Da Vela, G. Gribaudi, *Italia 1945-1950. Conflitti e trasformazioni sociali*, Milano 1985, pp. 173-326.
- Crainz, G., « I mutamenti del lavoro agricolo nelle aree bracciantili tra il 1940 e il 1960 », in *Padania. Storia, cultura. Istituzioni*, a. II, 1988, n. 3, pp. 78-109.
- Crainz, G., « Il miglioramento dei contratti dei braccianti e dei salariati fissi padani nei periodi dei governi d'unità nazionale » in *Le campagne italiane e la politica agraria dei governi di unità antifascista (1943-*

- 1947), (*Annali dell'Istituto 'Alcide Cervi'*, 3/1981), Bologna, 1981, pp. 55-77.
- Crainz, G., « La scomparsa del bracciante padano », in *Movimento operaio e socialista*, 1984, n. 2, pp. 185-202.
- Crainz, G., « Specificità delle lotte bracciantili ferraresi nell'area padana », in *Lotte di classe nelle campagne ferraresi nel secondo dopoguerra*, (*Annuario* 4, 1980/1981 dell'Istituto di storia contemporanea del Movimento operaio e contadino di Ferrara), Bologna, 1981, pp. 115-130.
- D'Attorre, P.P., « Ceto padronale e classi lavoratrici. Due situazioni a confronto: Lombardia ed Emilia », in *Agricoltura e forze sociali in Lombardia nella crisi degli anni Trenta*, Milano, 1983, pp. 107-140.
- D'Attorre, P.P., « Conservatorismo agrario e fascismo negli anni Venti. Linee di ricerca sull'area padana », in *Italia contemporanea*, n° 151/152, settembre 1983, pp. 41-63.
- D'Attorre, P.P., « I braccianti del Ravennate durante il fascismo », in *Le campagne ravennate e la Resistenza. Mezzo secolo di rivendicazioni e lotte contadine*, Atti del Convegno di Massa Lombarda del 10/12 dicembre 1976, a cura di G.F. Casadio e L. Casali, Ravenna, 1977, pp. 57-92.
- De Bernardi, A., Della Valentina, G., *La terra e la piazza. Braccianti e sindacato nelle campagne milanesi*, Milano, Federbraccianti CGIL, s.d. [1982].
- Deg'Innocenti, M., « Geografia e strutture della cooperazione in Italia », in *Il movimento cooperativo in Italia. Storia e problemi*, a cura di G.Sapelli, Torino, 1981, pp. 3-87.
- Derosas, R., « Lo sciopero de "la boje!" nel Polesine e le sue origini », in *Società e storia*, I (1978), n.1, pp.65-86.
- Derosas, R., « Strutture di classe e lotte sociali nel Polesine preunitario », in *Studi storici*, XVIII (1977), n. 1, pp. 61-90.
- Dewerpe, A., *L'industrie aux champs. Essai sur la proto-industrialisation en Italie du Nord (1800-1880)*, Roma, 1985.
- Evangelisti, V., « Forme di produzione agricola e caratteristiche generali del bracciantato emiliano-romagnolo (1880-1914) », in *Il proletariato agricolo in Emilia-Romagna nella fase di formazione*, *Annale* 1/1980 dell'Istituto regionale per la storia della resistenza e della guerra di liberazione in Emilia Romagna, a cura di F. Cazzola, Bologna, 1980, pp. 65-108.
- Evangelisti, V., Sechi, S., *Il galletto rosso. Precariato e conflitto di classe in Emilia-Romagna 1880-1980*, Venezia, 1982.
- Evangelisti, V., *Sviluppo economico e proletariato agricolo di massa nelle campagne emiliane*, in *Storia dell'Emilia Romagna*, a cura di A. Berselli, vol. III, Bologna, 1980, pp. 361-393.
- Facchinetti, G., *La lotta di classe nelle zone risicole del Novarese e del Vercellese*, in *Braccianti e contadini nella Valle padana. 1880-1905*, Roma, 1975, pp. 307-378.
- Forti, C., *Le leghe contadine mantovane dal 1898 allo sciopero generale del 1904*, in *Braccianti e contadini nella Valle Padana (1880-1905)*, Roma, 1975, pp. 381-456.
- Franzina, E., *La grande emigrazione. L'esodo dei rurali dal Veneto durante il secolo XIX*, Venezia, 1976.
- Gagliani, D., « Comportamenti e atteggiamenti dei braccianti dell'Emilia-Romagna negli anni del fascismo », in *Le campagne emiliane in periodo fascista. Materiali sulla battaglia del grano*, (*Annale*, n. 2/ 1981-82, dell'Istituto regionale per la storia della resistenza e della guerra di liberazione in Emilia Romagna), Bologna, 1982, pp. 157-202.

- Giorgetti, G., *Contadini e proprietari nell'Italia moderna. Rapporti di produzione e contratti agrari dal secolo XVI ad oggi*, Torino, 1974.
- Giuffredi, M., *Dopo il Risorgimento. Luigi Musini e il primo socialismo nelle campagne parmensi*, Fidenza, Comune di Fidenza, s.d.
- Gonzales, M. G., *Andrea Costa and the Rise of Socialism in the Romagna*, Washington, 1980.
- Hostetter, R., « Lotta di classe nelle campagne: il movimento contadino di resistenza nella Valle Padana, 1884-1885 », in *Movimento operaio e socialista*, XVI, (1970), n° 1, pp.45-72.
- Il movimento cooperativo nella storia d'Italia*, a cura di F. Fabbri, Milano, 1979.
- Isenburg, T., *Investimenti di capitale e organizzazione di classe nelle bonifiche ferraresi (1872-1901)*, Firenze, 1972.
- La boje! Ipotesi di ricerca*, Giornata di Studio (Mantova, Casa del Mantegna, 17 Aprile 1982), Atti, a cura di N. Azzi e E. Del Cotto, Mantova, 1983.
- Lazzarini, A., *Campagne venete ed emigrazione di massa, 1866-1900*, Vicenza, 1981.
- Le campagne padane negli anni della crisi agraria. ("Annali dell'Istituto Alcide Cervi", 5/1983), Bologna, 1984
- Lo sciopero agrario del 1908. Un problema storico*, a cura di V. Cervetti, Parma, 1984.
- MacDonald, J.S., « Agricultural Organization, Migration and Labour Militancy in rural Italy », in *The Economic History Review*, n° 1, agosto 1963, pp. 61-75.
- Martini, M., « Aspetti della sfera pubblica femminile nelle campagne padane: sul rapporto tra donne braccianti e organizzazioni sindacali », in *La sfera pubblica femminile*, a cura di D. Gagliani e M. Salvati, Bologna, 1992, pp. 91-100.
- Medici, G., Orlando, G., *Agricoltura e disoccupazione. I braccianti della bassa pianura padana*, Bologna, 1952.
- Merlin, T., *Gli anarchici. la piazza e la campagna. Socialismo e lotte bracciantili nella bassa padovana (1866-1895)*, Vicenza, 1980.
- Nardi, S., « Il lavoro del bracciante nelle campagne ravennati di fine '800 », in *Il proletariato agricolo in Emilia Romagna nella fase di formazione*, a cura di F. Cazzola, (Annale 1/1980 dell'Istituto regionale per la storia della resistenza e della guerra di liberazione in Emilia Romagna), Bologna, 1980, pp. 147-84.
- Nascimbene, A., « Il movimento contadino in Lombardia dalla "Boi" al 1890 », in *Nuova rivista storica*, LXII (1978), fasc.III-IV, pp. 572-604.
- Nervi, P.- Zanibelli, A., *Il salariato agricolo nella Valle Padana*, Milano, 1976.
- Pagani, A., *I braccianti della valle Padana*, Milano, 1933.
- Pasolini, M., *Monografie di alcuni operai braccianti nel Comune di Ravenna*, Ravenna 1893, estratto da *Giornale degli Economisti*, ottobre-novembre 1892.
- Porisini, G., *Bonifiche e agricoltura nella bassa Valle Padana (1860-1915)*, Milano, 1978.
- Procacci, G., « Geografia e struttura del movimento contadino nella Valle Padana nel suo periodo formativo (1901-1906) », in *Studi storici*, V (1964), n° 1, pp. 41-120.
- Pugliese, E., *I braccianti agricoli in Italia*, Milano, 1984.

- Quasi, A., « Le mondine delle risaie vercellesi », in *Società rurale e ruoli femminili in Italia tra Ottocento e Novecento*, a cura di P. Corti (*Annali dell'Istituto Alcide Cervi*, 12/1990), Bologna 1992, pp. 165-180.
- Ricci Maccarini, G.P., *Sindacalismo cattolico nel Ravennate. 1900-1915*, Ravenna, 1978.
- Riosa, A., *Il sindacalismo rivoluzionario in Italia e la lotta politica nel Partito socialista dell'età giolittiana*, Bari, 1976.
- Riosa, A., « Ottavio Dinale e le lotte agrarie nel Modenese (1901-1906) », in *Nuova rivista storica*, LIII (1969), fasci. V-VI, pp. 677-705.
- « Rivolte e movimenti contadini nella Valle Padana di fine ottocento », *Annali dell'Istituto Alcide Cervi* 6/1984, Bologna, 1984
- Romilli L'Inchiesta Romilli. *L'agricoltura e le classi agricole nel Mantovano (1879)*, a cura di R. Salvadori, Torino, 1979.
- Roveri, A., *Dal sindacalismo rivoluzionario al fascismo. Capitalismo agrario e socialismo nel ferrarese (1870-1920)*, Firenze, 1972, pp. 12-16.
- Roveri, A. *Le origini del fascismo a Ferrara. 1918-1921*, Milano, 1976.
- Salvadori, R. (a cura di), *La boje! Processo dei contadini mantovani alla Corte d'Assise di Venezia*, Milano, 1962.
- Sereni, E., *Il capitalismo nelle campagne (1869-1900)*, Torino, 1968, II edizione.
- Sereni, U., *Camera del Lavoro, Agraria e ceti medi a Parma nell'età giolittiana*, Parma, 1975.
- Sereni, U., *Il movimento cooperativo a Parma tra riformismo e sindacalismo*, Bari, 1977.
- Sereni, U., « Lo sciopero di Parma del 1908 : un episodio della lotta di classe », in *Comune di Parma. Lo sciopero agrario del 1908 : un problema storico*, Atti del convegno tenuto a Parma l'1 e 2 dicembre 1978, a cura di V. Cervetti, Parma, 1984, pp. 13-156.
- Sykes, T.R., « Revolutionary sindacalism in the Italian labor movement : the agraria strikes of 1907-08 in the province of Parma », in *International Review of social History*, vol. XXI, parte 2, 1976, pp. 186-211.
- Tassinari, F., « Alcuni problemi di interpretazione delle fonti statistiche sul salario agricolo », in *Il proletariato agricolo in Emilia-Romagna nella fase di formazione*, (*Annale* 1/1980 dell'Istituto regionale per la storia della resistenza e della guerra di Liberazione in Emilia Romagna), a cura di F. Cazzola Bologna, 1980, pp. 233-56.
- Tortoreto, E., « Lotte agrarie nella valle padana nel secondo dopoguerra », in *Movimento operaio e socialista*, a. XIII, 1967, n. 3-4.
- Vöchting, F., *Die Romagna. Eine Studie über Halbpacht und Landarbeiterwesen in Italien*, Karlsruhe, 1927.
- Woolf, S. J., « La formazione del proletariato (sec. XVIII-XIX) », in *Storia d'Italia, Annali, I. Dal feudalesimo al capitalismo*, Torino, Einaudi, 1978.
- Zangheri, R. (a cura di), *Lotte agrarie in Italia. La Federazione nazionale dei lavoratori della terra, 1901-1926*, Milano, 1960.
- Zangheri, R., « Andrea Costa e le lotte contadine del suo tempo », in *Idem., Agricoltura e contadini nella storia d'Italia. Discussioni e ricerche*, Torino, 1977, pp. 241-282.
- Zanibelli, A. *Le leghe "bianche" nel Cremonese (dal 1900 al "lodo Bianchi")*, Roma, 1961.